

Circulez, y'a rien à voir!

« Il y a pire que de ne pas faire, c'est de faire semblant ». Dominique Potier, député de Meurthe-et-Moselle, a bien résumé, à la Tribune de l'Assemblée, le double jeu de la majorité parlementaire qui tient un discours d'ouverture mais n'écoute qu'elle-même.

Les député.es du groupe socialiste avaient annoncé la couleur dès le début de la législature : ils et elles constitueront une force de propositions et leur opposition sera constructive. Alliant le geste à la parole, le groupe socialiste a déposé cinq propositions de loi le 31 janvier. Pas pour faire le buzz ou créer des polémiques inutiles, mais bien pour améliorer la vie des Français.

Il suffit de regarder les titres et lire les exposés des motifs des textes proposés pour le constater : il s'agissait de lutter contre la pauvreté avec un revenu de base, de lutter contre les déserts médicaux, de faciliter la rentrée scolaire des enfants en situation de handicap ou d'indemniser les victimes de pesticides, en métropole comme en Outre-mer

« Ces propositions devraient tous nous unir », a insisté Boris Vallaud. Pourtant, le gouvernement et sa majorité ont préféré vider ces propositions de leur substance ou, plus radicalement, de ne même pas les étudier, comme celle qui visait à expérimenter le revenu de base. Le Finistère devait être un territoire d'expérimentation et regrette que le débat n'ait même pas eu lieu. Pourtant, le gouvernement avait annoncé vouloir promouvoir les expérimentations. Mais la majorité LREM a rejeté le débat avant même qu'il puisse s'amorcer, en votant une motion de rejet.

« On n'est même pas dans un débat sur le verre qui serait à moitié plein ou



Guillaume Garot

à moitié vide », a commenté Guillaume Garot, puisque le verre est quasiment vide.

Depuis des années, patients et élus locaux tirent la sonnette d'alarme par rapport aux déserts médicaux qui se développent, alors que dans le même temps la concentration des professionnels de santé dans certaines zones s'accroît.

Les socialistes ont pris cette question à bras le corps et ont avancé des propositions. Ils voulaient passer de la logique incitative à une forme de régulation, à l'image de ce qui existe déjà pour les pharmaciens. Ils voulaient créer un dispositif de régulation de l'installation des médecins afin de ne pas densifier davantage des zones déjà suffisamment pourvues. Mais, en parallèle, ils concentraient les moyens financiers sur les projets de santé permettant d'améliorer l'attractivité des territoires.

« Alors que la majorité veut un Grand Débat avec les Français, elle s'est contentée d'un petit débat. Certes avec des avancées. Mais de petites avancées. Nous craignons donc que les espoirs et les attentes que le gouvernement a fait naître auprès des Français avec son Grand Débat ne soient déçus. Et en politique, il n'est rien de pire que des espoirs déçus », ont déploré les député.es socialistes à l'issue de ce triste jeudi 31 janvier.



Trop d'élus ?

Pourquoi cet acharnement du parti présidentiel à vouloir réduire le nombre de parlementaires ? Si la question est parfois évoquée dans les réunions du Grand Débat national c'est uniquement parce qu'Emmanuel Macron, dans la lettre qu'il a adressée aux Français, la pose, reprenant ainsi une mesure très décriée contenue dans le projet de loi institutionnelle.

Mais les Françaises et les Français qui s'expriment sur le fonctionnement des institutions veulent simplement que leurs élu.es remplissent la mission pour laquelle ils ont été élus et surtout qu'ils soient plus accessibles et expliquent leurs votes. Or, ce n'est pas en limitant leur nombre que cela sera possible. Au contraire, l'éloignement ne pourrait qu'accroître la distance entre les électeurs et les élu.es.

On avait déjà vu, avec l'opération #balancetonmaire, que la majorité LREM cédait facilement au poujadisme ambiant. Sachons résister à l'air du temps en refusant une mesure qui irait à l'encontre des attentes des électeurs.

Un pacte breton

C'était la première fois qu'un président du Conseil régional intervenait devant les conseillers départementaux du Finistère, réunis en séance plénière à la Maison du département à Quimper. Le 31 janvier, Loïg Chesnais-Girard, qui négocie avec l'État le pacte d'accessibilité pour la Bretagne, est venu à leur rencontre pour expliquer l'avancée de discussions mais aussi pour entendre les revendications des élu.es du Finistère.



Un combat collectif

contributives des collectivités territoriales et établissements publics.

La reconnaissance de l'accessibilité ferroviaire du Finistère, Nord et Sud, est un enjeu national qui doit être concrétisé par l'engagement de l'État à donner le statut de service d'intérêt national aux lignes Paris-Brest et Paris-Quimper, comme prévu dans le code des transports depuis le nouveau pacte ferroviaire de juin 2018.

« Le désenclavement de la Bretagne est un combat permanent et collectif. »

Les élu.es du Finistère demandent la mise en place d'un comité stratégique pour l'accessibilité de la Bretagne dans le prolongement du comité LNOBPL (Liaisons Nouvelles Ouest Bretagne - Pays de la Loire) tombé en désuétude après l'abandon du projet Notre-Dame-des-Landes.

Ils demandent enfin le renforcement du corridor atlantique du réseau central du Réseau Transeuropéen de Transport (RTE-T) en lui ajoutant une branche bretonne s'appuyant sur les ports de Brest et Roscoff.

Pour Loïg Chesnais-Girard, la bataille pour l'accessibilité de la Bretagne doit

se mener de manière collective. Elle se gagnera étape par étape. Le président du Conseil régional négocie le pacte au nom des élus bretons. Le désenclavement de la Bretagne passe par le ferroviaire avec comme horizon les trois heures de trajet entre Paris et le Finistère. Mais il passe aussi par l'achèvement de la RN 164 entre Rennes et Châteaulin. Dans la perspective du Brexit, les ports bretons doivent être intégrés dans le RTE-T de manière à pouvoir bénéficier des mêmes investissements que les autres ports européens.



Une session historique

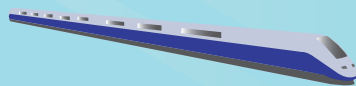
Loïg Chesnais-Girard a replacé le combat de la Bretagne pour son désenclavement dans son contexte : celui d'une lutte permanente et collective où chaque avancée doit être engrangée pour préparer les suivantes. Le pacte d'accessibilité doit être signé le 8 février, à Rennes.

Le pacte intervient après l'abandon du projet de Notre-Dame-des-Landes par le gouvernement.

Nathalie Sarrabezolles a rappelé les quatre points essentiels pour le Finistère. D'abord, l'aménagement du territoire en termes d'infrastructures est un enjeu national, du ressort de l'État. Il ne saurait se reposer sur les capacités

Où en est le pacte d'accessibilité ?

Loïg Chesnais-Girard a fait le point sur l'avancement des discussions sur le pacte d'accessibilité.



Ferroviaire

Le désenclavement de la Bretagne passe par le ferroviaire, pour placer Brest et Quimper à 3 heures de Paris et pour assurer la desserte des villes intermédiaires.



RN 164

L'achèvement de la RN 164 n'est plus négociable. Il faut maintenant obtenir les crédits de paiement pour que les automobilistes puissent aller de Châteaulin à Rennes, sans ralentissement sur une vraie deux fois deux voies.



Transmanche

Les ports de Brest et Roscoff doivent être inscrits dans le réseau des transports européens, alors que se dessine de plus en plus la perspective d'un hard Brexit.



Aéroports

L'aéroport de Brest, premier de Bretagne, doit être conforté et celui de Quimper Cornouaille doit être soutenu.



Bloavez mad!

Ce n'est pas parce que nous traversons une période difficile qu'il faut baisser les bras. Au contraire, c'est précisément parce que la gauche et le PS vivent un moment troublé que les socialistes bretons doivent se retrousser les manches. Voilà en substance la teneur des vœux que le président du Conseil régional, Loïg Chesnais-Girard, a adressé aux socialistes bretons à la fin du mois janvier.

Pour le président du Conseil régional, « nous avons la chance de militer dans une région où les socialistes sont encore actifs et nombreux ». Fort de son expérience, il peut attester que « sillonnant la Bretagne chaque semaine, je sais que nous avons la chance d'avoir des élus locaux qui savent, sans compter, travailler ensemble pour l'intérêt général. Discutant avec d'autres présidents de région, je mesure combien la Bretagne est atypique et a su préserver son identité en même temps que son ouverture aux autres ».

Le président du Conseil régional considère « que nos valeurs ont

encore et peut-être encore plus de sens aujourd'hui qu'elles n'en ont jamais eu. Les mots solidarité, environnement, différenciation, respect, progrès social, expérimentation vont devenir des incontournables pour relancer notre République ». Pour 2019, Loïg Chesnais-Girard formule le vœu que « cette année soit celle des solidarités pour tous et du rassemblement de la gauche, car nous savons que c'est la seule issue face au populisme et aux extrêmes ».

C'est cet état d'esprit qui prévaudra pour prendre les décisions qui s'imposeront, notamment pour faire face à l'urgence climatique : chacun devra prendre ses responsabilités pour engager des « ruptures négociées » et inventer un nouveau modèle de développement.

Dans le Finistère, le Premier secrétaire fédéral a aussi présenté ses vœux à l'occasion du Conseil fédéral qui s'est tenu le 26 janvier. Lui aussi a appelé à la nécessaire union de la gauche, indispensable pour relever les défis sociaux, climatiques ou démocratiques, auxquels l'ensemble des Européens est confronté. Mais le Premier secrétaire fédéral du Finistère a aussi particulièrement insisté sur la clarification de notre ligne politique : les socialistes se situent résolument dans l'opposition au gouvernement actuel et, dans la perspective des élections à venir, aucun accord avec la République en Marche n'est envisageable.

Unis, solidaires et clairs sur leur projet et leurs alliances, les socialistes bretons peuvent envisager l'année 2019 avec détermination.



2019 : année des solidarités

En savoir plus

Vieillir au XXI^e siècle



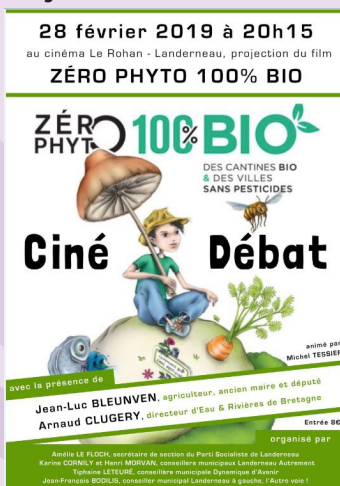
Dans le cadre des réunions *Pôle Société du XXI^e siècle* de la Fédération du Finistère du PS, Rachel Nicolas et Catherine Huon organisent une

rencontre sur le thème « Vieillir au XXI^e siècle, une chance, un risque ? Où et comment, seul ou en structure, avec quels accompagnements ? », le mercredi 13 février 2019 à 20h00 à Saint-Thégonnec, salle des associations, place de Park an Illiz.

La première partie sera animée par Solange Creignou, vice-présidente en charge des politiques personnes âgées et personnes handicapées, qui nous parlera des politiques mises en œuvre dans le Finistère par le Conseil départemental.

La seconde partie consistera en une discussion libre sur le sujet du vieillissement (toutes problématiques).

Zéro Phyto 100% bio



Le Parti Socialiste de Landerneau, les listes « Landerneautrement », « Dynamique d'Avenir » et « Landerneau à Gauche, l'autre voie » organisent un ciné-débat autour de la projection du film « Zéro Phyto 100% Bio ».

Il se déroulera le jeudi 28 février 2019 à 20h15 au cinéma Le Rohan de Landerneau (8 euros).

Suivra un débat animé par Michel Tessier et deux intervenants : Jean-Luc Bleunven, agriculteur, ancien maire et député, et Arnaud Clugery, directeur d'Eau et Rivières de Bretagne.

Rétablissons l'ISF !

Les parlementaires socialistes ont lancé une campagne afin d'organiser un Référendum d'Initiative Partagée (RIP) sur le rétablissement de l'ISF. Pour ce faire, le Parti Socialiste a mis en ligne une plateforme (<https://www.referendum-isf.fr>) qui permet à l'ensemble des citoyens d'interpeller leurs parlementaires pour leur demander d'appuyer cette initiative. La première étape de ce processus est sur le point d'aboutir. En effet, pour être accepté, le RIP doit être soutenu par 185 parlementaires. À ce jour, Il n'en reste plus que 24 à convaincre.

Après cette première phase, il faudra obtenir le soutien de 4,7 millions de Françaises et de Français pour que ce référendum pour le rétablissement de l'ISF soit organisé.

Agenda

13 février

Atelier-débat sur le thème des dépendances, avec Solange Creignou, à Saint-Thégonnec. Organisé par le Pôle société du XXI^e siècle.

28 février

20h 15 : Ciné-débat autour du film « Zéro Phyto 100% Bio » au cinéma Le Rohan à Landerneau

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1257 - Vendredi 8 février 2019
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)
Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS



Les 5 leçons de la gauche au pouvoir

Le 28 janvier, Olivier Faure, comme il s'y était engagé au Congrès d'Aubervilliers, a prononcé un discours sur les leçons que les socialistes tirent de leurs passages au pouvoir. C'est la première fois qu'un parti mène ce genre d'exercice après une défaite électorale. Auparavant, le plus souvent, ceux qui venaient de perdre une élection misaient sur le traditionnel effet de balancier pour remporter l'élection suivante.

Ce chantier n'a pas donné lieu de grandes controverses. Mais il a été mené avec sérieux, calme et détermination par des fédérations, dont celle du Finistère, et aussi par François Hollande qui, dans « Les leçons du pouvoir », a livré son analyse du quinquennat. La Fondation Jean-Jaurès, aussi, s'est livrée à cet exercice.

Ce discours, l'un des premiers prononcé dans le nouveau siège national à Ivry, était bien sûr destiné aux socialistes mais aussi, et peut-être surtout à toutes les Françaises et tous les Français qui ont, à un moment, soutenu le PS. « Je veux dire à nos concitoyens que nous les avons entendus », a insisté le Premier secrétaire.

« Pour que cet inventaire soit utile il doit conduire à de véritables changements », a estimé Olivier Faure qui en propose cinq qui correspondent au cinq enseignements de ces cinq dernières années.

« Nous avons manqué d'ambition et donc de vision. Nous avons été paralysés par la technocratie. Nous nous sommes rassurés en endossant les habits des bons gestionnaires. Nous avons évoqué des "boîtes à outils" pour inverser des "courbes"... Mais la gauche est d'abord un système de valeur, une fenêtre sur le rêve d'un monde plus juste. Un combat. La gauche est d'abord une indignation face à l'injustice. Retrouvons nos racines en assumant une radicalité démocratique, une colère constructive !

Nous n'avons pas suffisamment pris les idées au sérieux. La gauche est le parti des idées, des idées neuves, des idées folles ! Qu'on y repense : les congés payés, la retraite, le salaire minimum, les 35 heures... Rien ne relevait de l'évidence. Il a fallu en faire tomber des résistances. La gauche c'est le refus de la pensée unique ! Cela suppose de renouer avec les intellectuels et les chercheurs, d'aller à l'étranger, d'écouter ceux qui pensent différemment et d'anticiper les grandes

mutations pour les maîtriser. Cela suppose de gamberger sans cesse, de rêver encore et de se dire : « Pourquoi pas ? » Refusons les œillères, retrouvons le goût des nouvelles frontières !



Nous avons négligé les territoires. En 2012, nous détenions une immense majorité des collectivités locales. Nous ne leur avons pas fait confiance. Les dotations ont baissé. La réforme territoriale n'a pas répondu à l'attente d'une nouvelle étape de décentralisation. Pourtant, sur de très nombreux sujets, les bonnes volontés et les bonnes idées siégeaient dans nos régions, départements et communes... Nos collectivités sont des pépinières. Au-delà des élus, nos concitoyens demandent à être associés. Toutes les initiatives de budgets participatifs ont montré la maturité de nos concitoyens. Fédéralisons le fonctionnement de notre parti et notre exercice du pouvoir, faisons le pari d'une démocratie collaborative !

Nous n'avons pas assez associé l'ensemble de la gauche à nos décisions et à nos actions. Nous aurions dû œuvrer à un rassemblement au-delà de nous-mêmes, sortir des cadres institutionnels, construire dans un dialogue permanent avec le monde syndical, associatif, les ONG, les citoyens. Ouvrons nos portes et nos fenêtres pour penser et conduire le changement avec toutes les forces qui y sont prêtes !

Nous n'avons pas mené la bataille culturelle. À ne pas imposer nos critères, nous avons implicitement accepté d'être jugés sur ceux de nos adversaires libéraux. Le combat pour la planète est aujourd'hui central. Indissociable du combat social et démocratique, il est un formidable levier pour reprendre en main notre destin collectif. La social-écologie doit plus que jamais être notre combat ! »

Olivier Faure a prononcé son discours à un moment où la gauche risque de succomber au poison de la division. « Les libéraux sont En Marche. L'Extrême droite s'organise. Et au même moment, les progressistes se divisent ! Je ne m'y résous pas ; je ne m'y résoudrai jamais. C'est le sens même de notre renaissance que de travailler à celle de la gauche toute entière. »

Lire le discours d'Olivier Faure sur :
www.ps29.bzh